

Introduction

Jusqu'au début des années 2000, j'avais de l'agriculture une image stéréotypée : des entreprises familiales à taille humaine, des paysages pittoresques soigneusement entretenus, des volailles picorant librement dans les basses-cours, des troupeaux sur les alpages, et des vaches avec des cornes ! Mon engagement dans la politique fédérale m'a rendue attentive à une autre réalité. Une première révélation vint assombrir ce tableau bucolique : la disparition de centaines d'exploitations agricoles chaque année. Pourquoi ? Le bonheur n'était-il donc plus dans le pré ? Dans la foulée, on apprit l'effondrement du prix du lait payé aux producteurs et les drames qui s'ensuivirent, alors même que les investissements pour la modernisation et l'extension des exploitations, en réponse à la nouvelle orientation de la politique agricole, alourdissaient l'endettement. Un autre chiffre m'interpella en tant que consommatrice : selon les statistiques, en 2004, les paysans étaient payés pour leurs produits 28 % de moins qu'en 1992, alors qu'au magasin, les mêmes produits coûtaient entre 10 et 15% plus cher.

Manifestement, quelque chose ne jouait pas et j'imaginai que l'ensemble de la classe politique en serait alarmée. Or, je découvris avec étonnement que certains élus n'allaient pas pleurer pour si peu : avec l'ouverture des marchés, notamment européens, on pouvait même envisager de se passer totalement de l'agriculture suisse. Ou alors passer carrément à l'industrialisation de la production alimentaire. Encore fallait-il disposer de suffisamment de terres agricoles, ce qui restait difficilement envisageable, à moins de raser les Alpes. On entraînait là dans une autre dimension : la mondialisation de l'économie entraînait dans son sillage un bouleversement de la chaîne alimentaire. Dès lors, on vit se déverser, sur l'étal des grandes surfaces, des denrées produites dans des conditions sociales et écologiques inacceptables, voire scandaleuses. Dès la fin des années 90 le secteur de la Terre du Syndicat Industrie et bâtiment, puis la *plateforme pour une agriculture socialement durable* tirèrent la sonnette d'alarme sur les conditions de travail auxquelles étaient soumis les ouvriers et ouvrières agricoles, en Suisse et en Europe. Parallèlement, dans le cadre d'une campagne menée par des élus écologistes, les six cantons romands adressèrent à Berne des initiatives parlementaires pour imposer des normes plus sévères à l'importation de fruits et légumes en provenance, notamment, du sud de l'Espagne.

Ce coup de gueule fut-il entendu ? Certes, l'exploitation de la main d'œuvre, surtout étrangère, dans les grandes plantations industrielles d'Espagne ou d'Italie provoqua l'indignation, un peu au Parlement fédéral, un peu au Conseil de l'Europe, où l'ancien conseiller national et agriculteur John Dupraz se fendit d'un rapport exhaustif pour dénoncer ce nouvel esclavage. Pourtant, en 2019, rien ne semble avoir bougé : en septembre, à Almeria, les employé-es agricoles se sont mis-es en grève pour lutter contre leurs conditions de travail inhumaines. Les exploitants, eux, ont apparemment choisi de les licencier vite fait bien fait plutôt que de concéder la moindre amélioration.

En Suisse, en revanche, la situation des travailleurs et travailleuses agricoles salarié-es et leurs conditions de travail sont restées jusqu'ici relativement invisibles aux yeux des milieux politiques. On fit comme si notre agriculture n'avait rien à voir avec ces pratiques. Pour ma part, j'avoue avoir gardé longtemps l'idée que les fermes abritaient des paysans attachés à leur terre de père en fils, secondés par une épouse dévouée s'occupant bénévolement des poules et des lapins, du jardin potager et des foin à rentrer avant que l'orage n'éclate, et parfois par un « valet de ferme » à l'image de Pipe dans le film « Les petites fugues », content de disposer d'un toit pour dormir et d'un morceau de pain et de fromage pour le déjeuner. Cela aussi, c'est du folklore qui n'est plus d'actualité. On peut bien critiquer l'agro-industrie du Sud, mais il faudrait d'abord balayer devant notre porte.

Tout récemment, un ouvrier agricole, suite à un accident de travail, témoignait (24 Heures, octobre 2019) : « *Le patron m'avait dit que la dernière fois qu'un ouvrier s'était cassé la jambe, il avait perdu*

sa place de travail. Depuis ce jour, j'ai vraiment eu l'impression d'être un esclave. Ça m'a complètement démotivé. J'ai perdu à la fois le moral et la confiance ». Bien sûr, c'est un cas extrême, sanctionné par un tribunal. Un cas unique ? Pas sûr. J'ai moi-même accompagné quelques sans-papiers employés dans la culture maraîchère, payés au lance-pierres pour dix à douze heures de travail quotidien, sans aucune sécurité. En ce même mois d'octobre 2019, la Chambre d'agriculture du Jura a lancé un programme pour « *l'intégration professionnelle dans l'agriculture en faveur des personnes issues de la migration* ». Une initiative pétée de bons sentiments ? Peut-être. Mais qui nous dit qu'il n'y a pas un effet d'aubaine à recruter des forces de travail dans une population fragilisée et désœuvrée ? Pour quel salaire ? Pour quelles perspectives d'avenir ?

Déjà en 1999, lors de la première étude citée plus haut mandatée par le secteur de la Terre du SIB, les conditions de travail des employé-es agricoles étaient jugées inacceptables. « *Comment les collectivités publiques peuvent-elles accepter de financer à un niveau si important l'agriculture tout en tolérant des heures de travail qui atteignent 62 heures par semaine et des salaires minimum de 2520 francs brut par mois ?* », demandait-elle. Aujourd'hui, grâce à la présente étude des historiens Gilles Bourquin et Jan Chiarelli, on sait hélas que ce scandale persiste. Je ne m'attendais pas, en 2019, à découvrir de telles réalités : des employés agricoles payés 14.- francs de l'heure pour 53 heures de travail en moyenne, et toujours pas la moindre protection légale ni dans la loi sur le travail ni sous la forme de contrats-types obligatoires. Je les perçois comme une régression, au moment même où l'agriculture investit à fond pour une production industrielle plus rentable. Et que dire de la situation des épouses d'agriculteurs alors que l'étude indique que la main d'œuvre familiale fait progressivement place à des salariés précaires ? Travailler au conditionnement ou à la transformation des produits avec un petit salaire, parfois sans caisse de retraite ? Prendre un emploi extérieur ? Et que dire des quelque 8000 sans-papiers employés au noir dans les exploitations ? Pour eux, rien n'a changé.

A lire ces données, on assiste, incrédule, au dramatique malentendu entre la population, ce qu'elle croit et attend de l'agriculture, et les milieux de la politique ou de l'économie. Sommes-nous des enfants de chœur quand nous proclamons notre amour pour nos terroirs, nos fermes opulentes, nos familles paysannes prospères, nos produits locaux inégalables, alors que les données chiffrées révèlent que trois exploitations disparaissent chaque jour, que les plus petites ne résistent plus à la concurrence et que les grosses s'efforcent de produire industriellement, tout en s'endettant comme jamais ? Ce que réclame la « société civile » n'a pourtant rien d'une image d'Épinal : en 2017, plus de 78 % des citoyens suisses, en votation populaire, plébiscitèrent l'inscription du principe de la sécurité alimentaire dans la Constitution. Puis deux initiatives populaires, l'une *pour des aliments équitables*, l'autre pour *la souveraineté alimentaire*, bien que rejetées par le peuple, mirent à nouveau clairement en évidence un engagement en faveur d'une agro-écologie respectueuse des sols et de la biodiversité. Hélas, ces bonnes dispositions se heurtent encore aujourd'hui à l'acharnement des autorités helvétiques à conclure des traités de libre-échange qui mettent en péril la production indigène et précarisent les agriculteurs et leurs employé-es. Peu après ces votes, en effet, faisant fi de la décision populaire, le Conseil fédéral d'abord, par sa « *Vue d'ensemble de la politique agricole* », puis Avenir Suisse, par un pamphlet provocateur prônant l'élimination des protections douanières et la suppression des subventions, et enfin le Conseiller fédéral Guy Parmelin, par son projet d'accord commercial avec l'Amérique du Sud, tentent d'orchestrer la mise au pas d'une agriculture considérée, selon leurs termes, comme « amorphe », endormie par les paiements directs, pour la livrer au « dynamisme » de la concurrence. C'est le prix à payer, disent-ils, pour que notre industrie d'exportation préserve ses marchés et ses profits. A l'échelle du pays, c'est un combat amer. Pour la planète, il est dramatique.

Mais tout pourrait encore changer si les données fournies par la présente étude redonnaient des arguments à ceux qui s'indignent des conditions dans lesquelles travaillent et vivent (et parfois meurent) les travailleurs et travailleuses agricoles. Les revenus générés par l'industrialisation de la

production augmentent ? Les activités des exploitations se diversifient ? Les cultures bio se répandent ? Le marché s'installe à la ferme ? Tout cela pourrait signifier qu'il faudra sans doute plus de main d'œuvre, des salariés, des collaborateurs. Pas des valets de ferme, mais des employé-es bien payé-es.

Reste le volet qui me concerne directement, celui des consommateur-trices. Je nourris le sentiment désagréable d'être flouée. Comme la plupart des habitants de ce pays, je pensais naïvement que les quelque trois milliards et demi octroyés par la Confédération à l'agriculture allaient dans la poche des agriculteurs. Sur ce point les données de la présente étude ouvrent une perspective vertigineuse : sur chaque franc que je dépense au supermarché, trente centimes seulement sont pour le producteur ! Je comprends qu'il se sente sous pression et peu disposé à augmenter la paie de ses salariés. C'est rageant ! Je me donne de la peine, choisissant de préférence les produits bio et les légumes du potager d'à côté. Mais c'est toujours la même histoire : une étude de la FRC m'a rendue attentive au fait que le surcoût des produits bio enrichit celui qui vend et non pas celui qui cultive, et encore moins ses employés. Sachant que l'alimentation représente entre 5 et 10% du budget des ménages, donc vraisemblablement aussi du mien, je veux bien payer plus cher pour de bons produits, mais pas pour enrichir Migros et COOP ! Comment trouver les moyens de faire pression sur les distributeurs pour qu'ils paient le prix juste permettant de rémunérer correctement les employés ? Quelle solidarité entre consommateurs et producteurs ? Là aussi, il y a grand besoin de nouvelles perspectives et de nouveaux moyens d'action. Il est donc temps d'ouvrir les yeux sur les réalités et de ranger au vestiaire les discours de cantine, ceux qui glorifient la paysannerie mais oublient les paysans !

ACMS /décembre 2019